

Il est curieux, a fait observer un intervenant latino-américain, que la crise centraméricaine ait supposément commencé en 1979, quand un nouveau gouvernement a pris le pouvoir au Nicaragua. "Tout allait pour le mieux quand ces dictateurs sanguinaires régnaient en maîtres avant la Révolution sandiniste." D'autres orateurs ont souligné que de nombreux crimes avaient été commis au nom de la démocratie. Bien que l'absence de démocratie représente une question fort importante, là "n'est pas la cause des conflits" en Amérique centrale. De toute façon, la démocratie est issue des traditions d'un pays et elle peut prendre diverses formes que les autres nations doivent respecter. Si par démocratie, on entend l'acceptation de nombreux points de vue dans un pays donné, la même interprétation vaut pour les relations entre les nations. "L'élément clef, c'est qu'aucun pays ne doit s'ingérer dans les affaires internes d'autres nations; (plus précisément), les États-Unis doivent s'abstenir d'intervenir directement ou indirectement (en Amérique centrale)." Le fait que la démocratisation se heurte à des obstacles "n'autorise personne à violer le droit international". Le recours aux pressions politiques ou militaires pour imposer un point de vue ne saurait constituer une solution valable dans la perspective du droit international. Qui plus est, "les pressions extérieures n'aident en rien, car elles nuisent à la démocratisation".

D'autres participants ont établi un lien entre la démocratie politique, d'une part, et les conditions et la dépendance socio-économiques, d'autre part. Un orateur latino-américain a fait l'éloge du type de démocratie dont il avait été témoin à la Chambre des communes du Canada, tandis qu'un autre s'est demandé s'il existe quelque part en Amérique centrale des démocraties s'apparentant à celles du Canada ou de la Suède. Est-il réaliste d'espérer voir des régimes semblables s'implanter sous peu dans cette partie du monde? Dans la région, un seul pays est-il en faute? En examinant les aspects politiques formels, oublie-t-on de prendre en compte les dimensions économiques et sociales? Un intervenant d'Amérique du Sud a attiré l'attention de l'auditoire sur la nécessité de créer un milieu impartial propice à l'évolution de la démocratie. Partout en Amérique latine, cela repose sur des facteurs internes et externes. À l'intérieur des pays, les parties intéressées doivent parvenir à un consensus et s'attaquer aux problèmes structurels; par ailleurs, elles doivent s'affranchir de l'aide et de l'influence extérieures. Le Guatemala, a-t-on précisé, est un des pays où une intervention extérieure a stoppé l'évolution démocratique et sociale. "En 1954, les conditions internes nécessaires à la transformation existaient, mais pas les conditions externes." Aucun pays, a déclaré un autre orateur, n'a le droit de s'ingérer dans les affaires d'autres nations, même au nom de la démocratie. "La démocratie n'est pas exportable."